

en Amérique, refuse de concéder la plus petite parcelle de ses privilèges.

Tel est, Messieurs, l'état d'âme de nos Universités.

Un petit incident qui m'a amusé, pour en finir avec cette causerie, déjà un peu longue.

A un moment donné, M. le Président nous annonce que les lois anglaises avaient été amendées de façon à permettre au Bureau médical anglais de faire échange de licences avec nos Bureaux provinciaux. Il appert qu'auparavant, le Bureau britannique ne pouvait faire ces échanges aux termes de la loi qu'avec les colonies anglaises; et si le Canada est une colonie anglaise, la province de Québec ne l'est pas. C'est là, du moins, ce que j'ai compris de la discussion oiseuse qui s'ensuivit. De plus, pour bénéficier de cette générosité de l'Angleterre, il faudra la mettre en demeure par le gouvernement de Québec qui, seul, a qualité à cet effet.

Ça sent un peu la diplomatie, n'est-ce pas? Mais l'effet, fût-il minime, que ça en impose de faire mouvoir une grosse machine comme un gouvernement, n'est-ce pas?

Après de longs applaudissements, l'un des membres du Bureau propose de faire auprès du gouvernement local, et sans délais, les démarches nécessaires, etc... Je croyais que ça passerait comme un oiseau dans l'air. Mais nenni! voici qu'un confrère, dont l'air reflète la bonne foi, insinue que ce serait bien plus beau, bien plus digne, de commencer par organiser notre Bureau d'examineurs provincial, d'allonger le curriculum de nos études médicales, de relever en un mot notre niveau professionnel; et puis, ensuite, nous pourrions dire à l'Angleterre: "Change pour change, notre valeur vaut la vôtre". Ces procédés pourraient peut-être nous éviter des humiliations; mais un certain clan de notre assemblée ne l'entendait pas de cette oreille. Y songez-vous? Dans les circonstances, garder le silence, ne fût-ce que temporairement, serait une insulte pour la plus Grande-Bretagne. Je vous réponds que, sur cette musique-là, les langues travaillaient. Imaginez les avantages que nous pourrions obtenir, par ceux que nous avons perdus: durant la guerre des Boërs, pas un médecin, pas un chirurgien canadien n'a eu la chance, le bonheur d'aller se faire casser quelque chose dans l'Afrique du Sud, parce que l'Angleterre ne pouvait pas reconnaître nos licences, etc., etc., et cela m'amusait